



Refus d'organiser le bac blanc : pour la PEEP, les enfants ne sont pas une monnaie d'échange.

A l'heure où se multiplient les menaces sur l'organisation du « bac blanc » dans de nombreux lycées, la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP) appelle les enseignants et les responsables syndicaux à la raison.

Faut-il s'interdire de « toiletter » un texte datant d'un demi-siècle pour l'adapter aux conditions de travail actuelles et aux nouvelles missions de l'école ?

On peut concevoir que des remises en cause entraînent des désagréments, mais en aucun cas elles ne sauraient justifier la prise en otage des élèves.

Ce n'est pas en privant les futurs candidats au baccalauréat d'un examen blanc - nécessaire pour que les élèves puissent évaluer leurs acquisitions - que le fonctionnement du système scolaire français sera amélioré.

Cherche-t-on par ce genre d'actions, à pousser les élèves dans les bras d'officines privées qui sauront vendre leurs prestations ?

Une nouvelle fois, le risque est grand de créer, par cette action contre les élèves, une Ecole à deux vitesses. Où se trouve l'égalité des chances ?

le 2 février 2007

Contact presse : Virginie Clérisse : 01 44 15 18 33 / Marthe Turquieh : 01 44 15 18 13